

NOTICE EXPLICATIVE ET INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES A L'AVIS DE CONCOURS

CONCOURS RESTREINT DE MAITRISE D'ŒUVRE POUR LA
CONSTRUCTION D'UN BATIMENT NEUF DESTINE A DES ACTIVITES DE
FORMATION SUR LE SITE DU CAMPUS EURALOGISTIC – PLATEFORME
DELTA 3

Réf.marché : CCIR-ART-2025-07

Date et heure limites de réception des candidatures :

12 MARS 2025 A 12H00



ARTICLE 1.	ORGANISATION DE LA MAITRISE D'OUVRAGE	3
ARTICLE 2.	OBJET DU CONCOURS	3
ARTICLE 3.	CONDITIONS DE CONSULTATION	5
ARTICLE 5.	PHASE CANDIDATURE.....	9
ARTICLE 7.	PHASE OFFRE.....	19
ARTICLE 8.	Informations complémentaires.....	21
ARTICLE 9.	MARCHE SANS PUBLICITE NI MISE EN CONCURRENCE.....	22
ARTICLE 10	PREVENTION DES CONFLITS D'INTERETS - INGERENCE.....	22

ARTICLE 1. ORGANISATION DE LA MAITRISE D'OUVRAGE

1.1. Nom et adresse du pouvoir adjudicateur – maître d'ouvrage

CCI de région Hauts-de-France

299 BOULEVARD DE LEEDS

CS 90028

59031 LILLE CEDEX

Représentée par son Président, ou toute personne ayant eu une délégation préalable.

Le présent concours est passé pour les besoins de la **CCI locale Artois**.

Maîtrise d'ouvrage interne :

Pôle d'excellence régional Euralogistic

Campus Euralogistic – Plateforme Multimodale Delta 3

622 rue des Hauts-de-France

62110 Hénin-Beaumont

1.2. Assistant Maître d'ouvrage

AMEXIA

23 boulevard Van Gogh, BP 80054

59651 Villeneuve d'Asq

ARTICLE 2. OBJET DU CONCOURS

2.1. Objet du concours

Le présent concours restreint de maîtrise d'œuvre est organisé en vue de la construction neuve d'un bâtiment destiné à des activités de formation, ainsi que d'un parking, sur le site du Campus Euralogistic situé à l'entrée de la plate-forme Delta 3, à Hénin-Beaumont.

Les travaux portent sur une opération de construction neuve de bâtiment. Il sera donc confié au titulaire a minima une mission de base de construction neuve de bâtiment, telle que définie à l'article R. 2431-4 du code de la commande publique, nonobstant les missions complémentaires qui pourront s'y adjoindre. Les missions définitives seront précisées dans le DCE transmis aux candidats admis à l'offre.

La présente consultation concerne un concours de maîtrise d'œuvre dont le niveau attendu des prestations est esquisse plus.

2.2. Contexte

La CCI Hauts-de-France souhaite compléter l'offre de formation sur le territoire des Hauts-de-France, sur le site du Campus Euralogistic situé à l'entrée de la plate-forme multimodale Delta 3.

En effet, constatant la demande grandissante des logisticiens et des chargeurs industriels en matière de supply-chain management, de logistique spécialisée et décarbonée, tenant également compte de la nécessité de sensibiliser au transport multimodal dans la perspective notamment du futur Canal Seine Nord Europe, en cohérence avec l'ambition de la Fédération Norlink, la CCI Hauts-de-France ambitionne la construction d'un nouveau complexe de formation, intitulé « Supply Tech © ».

A cette fin, et dans le cadre de la réalisation d'un campus regroupant 3 bâtiments distincts, de taille moyenne, avec pour chacun une fonction spécifique, qui seraient construits au fur et à mesure, sur une période allant de 2026 à 2028,

la présente procédure vise le premier bâtiment totémique d'environ 450 m² (R+1), appelé « la Maison du Projet » à l'orientation 100% Multimodale qui permettra d'accueillir de futurs outils ludo-pédagogiques, innovants au plan national - à savoir des équipements techniques alliant scénographie, outils innovants et applications numériques, au plus proche de la réalité, avec un caractère ludo-pédagogique.

Ces équipements ludo-pédagogiques innovants centrés sur la pédagogie pratique, sont en cours de conception par l'équipe de la CCI/Pôle Euralogistic. Ils font l'objet d'un soutien par l'Etat dans le cadre de France 2030 avec des délais à respecter impérativement. Ils sont imaginés dans l'esprit d'une réalisation précédente, déjà présente sur le même site, intitulée « Logistic Tour ». Cette dernière connaît un grand succès depuis 3 ans. Ces équipements spécifiques, à forte composante multimédia, destinés aux futurs apprenants, seront réalisés et installés, séparément du présent projet au sein de ladite « Maison du projet ».

Les autres éléments et bâtiments à venir de la cité de la logistique porteront sur le supply chain management et sont en cours de définition et de programmation.

La présente procédure porte exclusivement sur la réalisation de la Maison du Projet et un parking de 20 à 30 places attenant destinés à accueillir l'ensemble des outils ludo-pédagogiques dédiés à la sensibilisation et à la formation à la multimodalité.

La conception et la réalisation de ces outils ludo-pédagogiques feront l'objet de procédures distinctes.

L'assiette foncière se situe sur les 5 ha du Campus Euralogistic actuel, propriété de la CCI, incluant le centre tertiaire et l'entrepôt école existants.

S'agissant du bâtiment en lui-même :

- Il est requis que la technique de construction de la structure permette une rapidité d'exécution, en raison de délais contraints. L'objectif souhaité est une ouverture du bâtiment (outils ludo-pédagogiques compris) en juin 2026 ;
- Écoconstruction (sans recherche de label ou de certification spécifique) : en effet, la CCI Hauts-de-France inscrit le présent projet dans le cadre de la dynamique REV3, visant à assurer au futur bâtiment une performance énergétique optimale, en utilisant autant que possible les énergies renouvelables et les ressources naturelles. Afin de permettre cette éco-conception, diverses pistes pourront être explorées : matériaux biosourcés, réemploi (containers par exemple, dans le respect des surfaces fixées par espaces), isolation thermique efficace et performante, etc. ;
- Une cohérence architecturale (principe de construction, façade, etc.) s'intégrant parfaitement sur le site, le bâti tertiaire existant et la fonction pédagogique du bâtiment « totem » souhaité.

La Maison du projet est déclinée selon les surfaces et les dimensions suivantes, en raison de l'insertion des outils pédagogiques déjà dimensionnés :

Surface totale : 390 m² de surface utile pour les quatre espaces dédiés et destinés à accueillir les équipements ludo-pédagogiques, déclinée ci-après :

- Rez-de-chaussée :
 - o Salle de jeux d'arcade / Gaming Room : 150 m² de surface utile – 15m x 10m,
 - o Accueil / Mini amphi : 60 m² de surface utile – 6m x 10m ;
- R+1 :
 - o Espace Maquette multimodale / Escape game : 130 m² de surface utile – 13m x 10m,
 - o Salle de travail / Jumeau numérique : 50m² de surface utile – 5m x 10m.

Etant précisé que le respect de ces surfaces et des dimensions est impératif. Le schéma des liaisons fonctionnelles et des surfaces, ainsi que des dimensions contraintes, sera joint au programme de l'opération. Ce schéma décrit le cheminement et le parcours souhaités au sein du bâtiment et des différents espaces, dans un but pédagogique (parcours comprenant plusieurs salles de travail qui se succèdent selon une certaine logique, pour un apprentissage progressif, avec une forte dimension scénographique et multimédia pour chacun de ces espaces).

La surface totale comprenant les sanitaires, ascenseurs, équipements, circulation, etc. à réaliser sera proposée par le titulaire.

Le coût de l'opération globale, pour la réalisation du bâtiment « hors scénographie », s'élève à 1 600 000 € HT (valeur janvier 2025).

La part de l'enveloppe prévisionnelle du maître d'ouvrage affectée aux travaux est de : 1 450 000 € HT (valeur janvier 2025).

Le marché de maîtrise d'œuvre est estimé à 150 000 € HT soit 180 000 € TTC (valeur janvier 2025).

2.3. Durée

La durée prévisionnelle du marché est de trente-six (36) mois à compter de sa notification.

Les délais d'exécution des études et des travaux seront appréciés au stade de l'offre.

ARTICLE 3. CONDITIONS DE CONSULTATION

3.1. Procédure

La présente consultation constitue un concours de maîtrise d'œuvre, en application des articles R2162-15 à R2162-26 du Code de la commande publique. La procédure donnera lieu à la conclusion d'un marché de services sans publicité ni mise en concurrence préalables avec le lauréat du concours, conformément à l'article R2122-6 du Code de la Commande Publique. Le présent document correspond à la phase de sélection des candidatures du concours.

3.2. Décomposition en tranches et en lots

Il n'est pas prévu de décomposition en lots ni en tranches. En effet, Il est nécessaire de ne pas allouer la maîtrise d'œuvre, afin d'éviter de rendre techniquement plus complexe l'exécution des prestations (ce qui pourrait également rendre leur exécution plus coûteuse).

Une décomposition en phase correspondant aux éléments de mission de maîtrise d'œuvre est prévue.

3.3. Variantes et prestations supplémentaires éventuelles

Variante autorisée :

Aucune variante n'est prévue.

Variantes exigées (Prestations supplémentaires éventuelles / option) :

La variante exigée prestation supplémentaire éventuelle est une prestation qui s'ajoute à l'offre. Le cas échéant, elle est décrite dans les documents de la consultation.

Sans objet. Le pouvoir adjudicateur n'exige aucune variante

3.4. Forme Juridique du groupement en cas d'attribution à un groupement d'opérateurs économiques

➤ Le candidat correspond :

- soit à un opérateur seul et des éventuels sous-traitants,
- soit à un groupement (constitué d'un mandataire et un ou plusieurs cotraitants), et des éventuels sous-traitants.

Par principe, il est interdit de modifier la composition du groupement entre la date de remise des candidatures et la date de signature du marché (art. R. 2142-26 du CCP).

Néanmoins, le groupement qui en fait la demande expresse peut être autorisé par l'acheteur à en modifier sa composition, lorsque les conditions suivantes sont remplies :

- Le groupement dispose des garanties économiques, financières, techniques et professionnelles exigées pour participer à la procédure, telles que définies à l'article 5 de la présente notice ;
- Cette modification ne porte pas atteinte au principe d'égalité de traitement des candidats ni à une concurrence effective entre ceux-ci.

Le cas échéant, le groupement concerné doit faire sa demande dans les meilleurs délais faisant suite au fait générateur engendrant l'incapacité à poursuivre la consultation.

Un opérateur économique est identifié par son numéro SIREN (numéro à 9 chiffres) et non par son SIRET (numéro à 14 chiffres, les 5 derniers correspondant au code NIC, identifiant l'établissement). Aussi, pour chaque marché public, il ne doit être déposé qu'une seule offre émanant de structures ayant le même numéro SIREN. Dans le cas où malgré tout il a été déposé plusieurs offres par la même entité (même SIREN), seule sera retenue la dernière réponse déposée avant la date limite de dépôt des plis (article R2151-6 du code de la commande publique).

Ex : l'offre remise sous le SIRET 2222222212345 et celle remise sous le SIRET 2222222265432 émanant du même opérateur économique.

Enfin, conformément à l'article R2142-4 du code de la commande publique, une même personne ne peut représenter plus d'un candidat pour ce même marché. Si toutefois cela se produisait, l'acheteur rejettera toutes les offres qui ne respectent pas cette règle et les déclarera irrégulières.

➤ En cas de groupement :

- Un même opérateur économique ne peut pas être mandataire de plus d'un groupement pour ce même marché.
- La forme du groupement n'est pas imposée. En cas de groupement conjoint, le mandataire est solidaire pour l'exécution des prestations objet du marché public de chacun des membres du groupement.
- Il est interdit, au mandataire, de présenter pour le marché plusieurs offres en agissant à la fois en qualité de candidats individuels et de membres d'un groupement. **Une exclusivité est donc imposée pour l'Architecte.**
- **L'appréciation des capacités d'un groupement d'opérateurs économiques est globale.** Il n'est pas exigé que chaque membre du groupement ait la totalité des capacités requises pour exécuter le marché.
- **L'OPC doit être impérativement distinct de la maîtrise d'œuvre (compris comme BET et Architecte) (cotraitant ou sous-traitants acceptés). L'OPC sera obligatoirement une personne physique distincte de la MOE (de l'architecte et des BET).**
- Tous les groupements constitués des mêmes opérateurs économiques seront considérés par le pouvoir adjudicateur comme un seul et même groupement, quand bien même les entités économiques qui le composent ont permuté (un cotraitant devenant mandataire et le mandataire devenant cotraitant).
- Le maître d'ouvrage exige que certaines tâches essentielles du marché soient effectuées directement par le titulaire et ne peuvent être sous-traitées. Ces tâches essentielles sont les suivantes : missions relevant de la compétence architecte (profession réglementées).

L'attention des opérateurs économiques est attirée sur le fait qu'en cas de groupement, **le mandataire sera obligatoirement l'architecte.**

3.5. Sous-traitance

En application de l'article L 2193-3 du code de la commande publique, les prestations suivantes doivent être effectuées directement par le titulaire :

Les prestations réservées aux architectes conformément à l'article 37 du code déontologie des architectes, à l'article L431-1 du Code de l'Urbanisme et à l'article 3 de la loi n° 77-2 du 3 janvier 1977 sur l'architecture.

Seules certaines capacités sont exigées au stade de la candidature. Si ultérieurement des capacités complémentaires s'avèrent nécessaires à la réalisation de l'opération, elles pourront être apportées dans le cadre de la sous-traitance

3.6. Financement

Les candidats sont informés que le financement de cette partie du projet (« coque ») est sur fonds propres de la CCI. Néanmoins, le financement de cette partie de l'opération fait l'objet d'une recherche active de subventions.

3.7. Traitement des données à caractère personnel

Pour l'exécution du marché public relatif à la réalisation des prestations, le titulaire, et le cas échéant ses sous-traitants, est tenu au respect de la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel et, notamment le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE « règlement général sur la protection des données » soit RGPD et la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés.

Pour l'application du présent article, le responsable de traitement au sens du RGPD est l'acheteur et le sous-traitant est le titulaire du marché public.

3.8. Réalisation de prestations similaires

Les prestations énoncées pourront donner lieu à un nouveau marché pour la réalisation de prestations similaires, passé en application de la procédure négociée de l'article R2122-6 du Code de la Commande Publique ; dans ce cas, elles seront exécutées par le titulaire du marché public de maîtrise d'œuvre objet du présent concours.

ARTICLE 4. DEROULEMENT DE LA PROCEDURE

4.1 Etapes

La procédure, qui se déroulera uniquement en français, peut être décomposée comme suit :

- 1) **Le concours**, qui comprend deux phases :
 - **Une phase candidature** au terme de laquelle l'acheteur, sur avis d'un jury composé conformément aux articles R2162-22 et R2162-24, désigne les candidats (3) admis à présenter une offre, sur la base des critères de sélection prévu au présent document. Le jury motive son avis sur les candidatures. L'acheteur fixe, au vu de l'avis du jury, la liste des candidats admis à concourir et les candidats non retenus en sont informés. Conformément à l'article R 2142-16 du code de la commande publique, le nombre minimum de candidats est fixé à 3 et le nombre maximum à 3. Lorsque le nombre de candidats satisfaisant aux critères de sélection est inférieur au nombre minimum, le pouvoir adjudicateur peut poursuivre la procédure avec les candidats ayant la capacité requise.

- **Une phase offre**, où les candidats sélectionnés en phase candidature (3) sont invités à remettre une offre anonyme comprenant les pièces mentionnées au présent document (dont notamment l'esquisse + du projet). Le jury examine alors les plans et projets présentés de manière anonyme par les opérateurs économiques admis à participer au concours, sur la base des critères d'évaluation définis dans le présent document. Le jury consigne alors dans un procès-verbal, signé par ses membres, le classement des projets ainsi que ses observations et, le cas échéant, tout point nécessitant des éclaircissements et les questions qu'il envisage en conséquence de poser aux candidats concernés. L'anonymat des candidats peut alors être levé.
Le jury peut ensuite inviter les candidats à répondre aux questions qu'il a consignées dans le procès-verbal. Un procès-verbal complet du dialogue entre les membres du jury et les candidats est établi. Enfin, l'acheteur choisit le ou les lauréats du concours au vu des procès-verbaux et de l'avis du jury.
- 2) **Une phase de marché sans publicité ni mise en concurrence** pouvant donner lieu à des négociations, avec le lauréat du concours. Cette phase donne lieu à la conclusion du marché de maîtrise d'œuvre par la signature de l'Acte d'Engagement.

Les grandes étapes de la procédure de passation sont les suivantes :

- Publication de l'avis de concours,
- Remise des candidatures,
- Analyse des candidatures, examen de celles-ci par le jury qui formule un avis motivé sur la liste des candidats à retenir,
- Sélection des candidats admis à présenter une offre par l'acheteur,
- Information des candidats non-retenus,
- Envoi aux participants admis à présenter une offre d'une d'invitation à présenter une offre initiale accompagnée du cahier des charges, les conditions permettant de garantir l'anonymat des candidats étant précisées dans les documents transmis,
- Remise des offres anonymisées par les candidats sélectionnés,
- Examen des plans et projets remis de manière anonyme par les candidats sélectionnés sur la base des critères d'analyse des offres prévues au présent document, et établissement d'un classement des projets, sur lesquels le jury peut également faire des observations,
- Levée de l'anonymat et auditions éventuelles des candidats par le jury, consignées dans un procès-verbal,
- Sélection du ou des lauréats par l'acheteur, sur la base de l'avis du jury et du procès-verbal, et information des soumissionnaires non-retenus,
- Envoi au lauréat des documents particuliers du marché sans publicité ni mise en concurrence,
- Phase(s) de négociation(s) éventuelle(s),
- Signature du contrat par l'acheteur,

Ces prestations seront jugées sur un rendu ESQ (Esquisse) +, conforme à l'article R2431-8 du Code de la Commande Publique et à l'arrêté du 22 mars 2019 précisant les modalités techniques d'exécution des éléments de mission de maîtrise d'œuvre confiés par des maîtres d'ouvrage publics à des prestataires de droit privé (annexe n° 20 du code de la commande publique).

Le calendrier indicatif ci-dessous est prévisionnel.

Il peut faire l'objet de modifications par le pouvoir adjudicateur, sans que les candidats ne puissent élever une quelconque réclamation à ce titre.

Etapes de procédure	Dates envisagées
Envoi de l'avis de concours	FEVRIER 2025
Remise des candidatures	12 MARS 2025
Sélection de 3 candidats par le jury de candidatures	AVRIL/MAI 2025
Remise des documents de la consultation (phase offre) aux candidats retenus	MAI 2025
Visite du site	JUIN 2025
Remise des offres	JUIN/JUILLET 2025
Choix du lauréat du concours par le jury d'offres	JUILLET 2025

4.2 Jury

Conformément aux articles R2162-22 et R2162-24 du code de la commande publique, un jury, composé exclusivement de personnes indépendantes des candidats, est désigné par la CCI HAUTS DE FRANCE :

- Lors de la phase candidature, il dresse un procès-verbal d'examen des candidatures et formule un avis motivé sur la liste des candidats à retenir ;
- Après le dépôt des offres, le jury auditionne les candidats afin d'examiner les prestations proposées. Il dresse un procès-verbal d'examen des prestations et d'audition des candidats et formule un avis motivé.

4.3 Montant et conditions d'octroi de la prime

Le marché comportant des prestations de conception et la présente consultation prévoyant la remise de prestations au sens de l'article R2172-4 du code de la commande publique, une prime d'un montant de **10 000 € TTC** sera allouée à chaque candidat admis à remettre une offre.

Ce montant pourra être réduit dans l'hypothèse de prestations insuffisantes ou non conformes, sur proposition du Jury. L'indemnité versée au titulaire constituera une avance sur ses honoraires. Son montant est forfaitaire, non variable. En cas de groupement, un document (transmis aux candidats admis à remettre une offre) précise la ventilation de la prime entre les membres du groupement de maîtrise d'œuvre. Si cette annexe n'est pas remplie par le soumissionnaire, la prime est versée en totalité au mandataire.

Conformément à l'article R2162-21 du CCP, lorsqu'un marché de services est attribué au lauréat ou à l'un des lauréats du concours, sa rémunération tient compte de la prime qu'il a reçue pour sa participation au concours. Ainsi, la valeur de la prime versée au lauréat constituera un acompte sur sa rémunération.

ARTICLE 5. PHASE CANDIDATURE

La phase candidature permet au pouvoir adjudicateur de sélectionner les candidats admis à concourir. Les candidats ou chaque membre de l'équipe candidate auront à produire les pièces nécessaires à la sélection des candidatures définies dans l'avis de concours et reprises ci-dessous.

Chaque candidat ou chaque membre de l'équipe candidate devra produire les pièces énoncées ci-après.

S'il s'appuie sur les capacités d'autres opérateurs économiques, le candidat produit les mêmes documents les concernant que ceux précédemment listés et doit apporter la preuve que chacun de ceux-ci mettra à sa disposition les moyens nécessaires, pendant toute la durée du contrat.

5.1 Contenu du dossier de consultation de la phase candidature

Le candidat intéressé par la présente consultation peut télécharger :

- L'avis de concours,
- La présente annexe à l'avis de Concours – notice explicative et informations complémentaires,
- Le Cadre de réponse de la phase candidature : Tableau Excel (XLS) récapitulatif de présentation des membres de l'équipe de maîtrise d'œuvre, sans modification de la mise en page.
- Fichier Power Point (PPT) de présentation de références illustrées d'opérations similaires à l'objet de la présente candidature.
- DC1, DC2, DC4

Un exemplaire du dossier de consultation est téléchargeable sur le profil acheteur du pouvoir adjudicateur (www.marches-publics.gouv.fr).

La CCI se réserve le droit d'apporter, au plus tard cinq (5) jours calendaires avant la date limite fixée pour la remise des offres, des modifications de détail au dossier de consultation. Les candidats devront alors répondre sur la base d'un dossier modifié sans pouvoir élever aucune réclamation à ce sujet.

Si une modification substantielle devait intervenir, une prolongation du délai de remise des offres serait faite par un avis d'appel public à la concurrence, rectificatif. Les dispositions précédentes sont applicables en fonction de cette nouvelle date.

5.2 Compétences de la candidature

Les propositions des candidats seront entièrement rédigées en langue française ou traduit en français conformément aux dispositions de l'article R2143-6 du Code de la Commande publique.

Le candidat devra proposer au stade de la candidature une équipe pluridisciplinaire composée de spécialistes capables ensemble de maîtriser la totalité des disciplines concernées par la spécificité de l'ouvrage dans les domaines de compétences exigés suivants :

- **Compétence « architecte » présentée par un ou plusieurs architectes, disposant de référence de qualification en établissement dispensant des formations/enseignements (architecte mandataire) ;**
- **Compétences dans le domaine de l'ingénierie du bâtiment**, « BET (Bureau d'études techniques) », couvrant toutes les techniques de base du bâtiment et du génie civil et l'ensemble des domaines suivants :
 - o Structure,
 - o Fluides (électricité, CVC, tec),
 - o Voirie, parking et réseaux divers (VRD),
 - o Développement durable (écoconstruction) et performances énergétiques et environnementales.
- **Compétence « Ordonnancement, Pilotage et Coordination » (OPC), dissociée clairement de la compétence « architecte » et BET**

Le candidat est informé que les « **Autres compétences** » suivantes seront exigées pour la bonne exécution du marché public mais non analysées :

- Compétence « acoustique »
- Compétence « CSSI »
- Compétence « Economie de la construction »

Le candidat est invité à préciser ces « autres compétences » dans le dernier onglet du cadre de réponse Excel.

D'autres compétences peuvent être proposées par les candidats, néanmoins, celles-ci ne seront pas analysées.

Seuls les trois domaines de compétence exigés (architecte, OPC et BET) seront examinés au stade de la candidature. Si ultérieurement des compétences complémentaires s'avèrent nécessaires à la réalisation de l'opération, elles pourront être apportées dans le cadre de la sous-traitance.

Le candidat doit clairement identifier, dans son dossier de candidature, les trois domaines de compétence exigés de chacun des membres du groupement.

L'OPC sera obligatoirement une personne physique distincte de la MOE (de l'architecte et des BET).

5.3 Informations à fournir au titre de la candidature

Complément d'informations à l'article « Conditions de participation » de l'avis de concours :

A l'appui de leur candidature, les candidats doivent fournir les documents suivants :

A – Pour justifier de leurs capacités juridiques, les candidats fourniront :

Document	Descriptif
Situation juridique	
Lettre de candidature (DC1)	<i>Lettre de candidature Habilitation du mandataire par ses cotraitants (DC1 disponible sur le site du Ministère de l'Economie)</i>
Déclaration du candidat (DC2)	<i>Déclaration du candidat individuelle ou du membre du groupement (DC2 disponible sur le site du Ministère de l'Economie)</i>
Déclaration de sous-traitance (DC4)	<i>Déclaration de sous-traitance qui peut être utilisé par les soumissionnaires ou titulaires de marchés publics pour présenter un sous-traitant (DC4 disponible sur le site du Ministère de l'Economie)</i>
Une autorisation spécifique ou la preuve que le candidat est membre d'une organisation spécifique dont il doit être membre pour pouvoir fournir, dans leur pays d'origine, les services objet du marché.	<i>L'attestation d'inscription à l'ordre des architectes. Une attestation d'inscription à l'ordre français des architectes ou document équivalent pour les candidats établis à l'étranger devra être impérativement fournie. Seul l'architecte mandataire du groupement doit satisfaire à cette exigence.</i>

Il est précisé que le candidat ne peut pas se limiter à indiquer qu'il dispose de l'aptitude et des capacités requises, il doit fournir tous les justificatifs exigés pour la présentation des candidatures ou donner la possibilité d'accéder à un système électronique de mise à disposition d'informations ou à un espace de stockage numérique.

Présentation des documents : le candidat devra présenter ces documents soit dans des fichiers distincts (exemple : DC1.pdf, DC2.pdf), soit dans un même document (exemple : candidature.pdf) avec un sommaire et les numéros de page détaillant le contenu du document.

Le candidat peut remettre un document unique de marché européen (DUME) rédigé en français en lieu et place des

documents et renseignements demandés par l'acheteur aux fins de vérification de l'aptitude à répondre aux marchés publics, de l'aptitude à exercer l'activité professionnelle, de la capacité économique et financière ainsi que des capacités techniques et professionnelles.

Les candidats ne sont pas tenus de fournir les documents et renseignements que l'acheteur peut obtenir par le biais d'un système électronique de mise à disposition d'informations, administré par un organisme officiel ou d'un espace de stockage numérique, à condition que le candidat mentionne dans le dossier de candidature toutes les informations nécessaires à la consultation de ce système et que l'accès soit gratuit.

En outre, pour chaque sous-traitant mentionné dans l'offre, le candidat devra joindre :

- les capacités professionnelles et financières du sous-traitant ;
- une déclaration du sous-traitant indiquant qu'il ne tombe pas sous le coup d'une interdiction d'accéder aux marchés publics.

Pour l'examen des critères de sélection des candidatures, le candidat devra également fournir les informations visées ci- dessous :

Note importante : Seules les informations contenues dans le **fichier excel « Annexe 1_Description du groupement MOE »** seront retenues pour l'analyse des candidatures. Il est nécessaire de fournir des plaquettes/fiches/descriptions complètes détaillant précisément les réalisations afin d'authentifier les informations contenues dans le fichier excel. **Il est nécessaire de fournir ce fichier en format excel.**

B – Pour justifier de leurs capacités économiques et financières, les candidats fourniront :

Une déclaration concernant le chiffre d'affaires global du candidat réalisé au cours des trois derniers exercices disponibles en fonction de la date de création de l'entreprise ou du début d'activité de l'opérateur économique.

Conformément à l'article 3 de l'ordonnance n°2020-738 du 17 juin 2020 portant diverses mesures en matière de commande publique, il ne sera pas tenu compte de la baisse du chiffre d'affaires d'intervenue au titre du ou des exercices sur lesquels s'imputent les conséquences de la crise sanitaire liée à l'épidémie de covid-19.

Les niveaux spécifiques minimaux exigés sont :

Domaine de compétences exigées	Niveaux minimaux spécifiques exigés : Chiffre d'affaires moyen global en € HT
Architecture	300 000 €
OPC	150 000 €
BET	300 000 €

c – Pour justifier de leurs capacités techniques et professionnelles, les candidats fourniront :

1) Une liste des principaux services fournis au cours des dernières années, assortie d'attestations de bonne exécution pour les réalisations les plus importantes. Afin de garantir un niveau de concurrence suffisant, les éléments de preuve relatifs à des produits ou services pertinents fournis jusqu'aux **huit (8) dernières années** seront pris en compte. Les niveaux spécifiques minimaux exigés sont :

Domaine de compétences exigées	Niveaux minimaux spécifiques : Nombre de références(*) exigées au cours des 8 dernières années
Architecture	3 références significatives de conception architecturale en réhabilitation ou construction neuve d'un établissement ERP de formation d'un montant au moins équivalent à celui de l'opération

	Dont 1 référence significative d'une construction éco-conçue (performance énergétique optimale, utilisation des énergies renouvelables, des ressources naturelles, matériaux bio-sourcés, réemploi, etc.)
Ordonnancement, pilotage et coordination	3 référence significative de conception architecturale en réhabilitation ou construction neuve d'un établissement ERP de formation d'un montant au moins équivalent à celui de l'opération
BET	3 références significatives de conception architecturale en réhabilitation ou construction neuve d'un établissement ERP de formation d'un montant au moins équivalent à celui de l'opération Dont 1 référence significative d'une construction éco-conçue (performance énergétique optimale, utilisation des énergies renouvelables, des ressources naturelles, matériaux bio-sourcés, réemploi, etc.)

***références = livraison ou en cours de chantier ou en cours d'études.**

Pour l'analyse de chacune de ces références, le candidat détaillera :

- Nom de la réalisation
- Type de bâtiment ou d'ouvrage (type ERP de formation, enseignement, etc.)
- Localisation de l'opération (ville),
- Année de la réalisation,
- Type de travaux (neuf, extension, réhabilitation),
- Etat de l'opération (concours, en études, en chantier, terminé),
- Montant (H.T.) de l'opération,
- Délais de réalisation, de l'esquisse jusqu'à la réception de l'ouvrage, exprimé en mois,
- Site occupé (oui, non),
- Rôle du candidat (mandataire, cotraitant, sous-traitant, autre),
- Type certification (HQE, BREAM, LEED, ...) – le cas échéant,
- Type de marché (conception-réalisation, CREM, PPP, autre),
- N° page (n° de page dans laquelle retrouver la référence de la réalisation),
- Observations, dont principe de construction optimisé (toutes informations jugées utiles pour l'analyse de la réalisation).

La notation de ce critère ne porte pas sur le nombre de références mais sur la capacité des candidats à démontrer qu'ils possèdent des références d'importance et de complexité équivalentes à l'objet du marché public corrélativement au niveau spécifique minimal exigé. Etant précisé que seront valorisés les projets aux objectifs similaires (principe de construction optimisé, insertion dans le paysage et écoconstruction). Les candidats devront impérativement compléter le cadre de répondre (annexe 1 et annexe 2), transmis par le pouvoir adjudicateur sans modifications de ce dernier (uniquement compléter les éléments mentionnés dans les documents). Les candidats sont libres de transmettre des informations complémentaires dans une annexe libre, mais seuls seront analysés, les éléments remis dans les annexes 1 et 2.

2) L'indication des titres d'études et professionnels du candidat ou des cadres de l'entreprise, et notamment des responsables de prestation de services ou de conduite des travaux de même nature que celle du marché public :

Domaine de compétences exigé	Niveaux minimaux spécifiques exigés : titres d'études et professionnels
Architecture	Un ou plusieurs architectes, pour lequel le niveau spécifique minimal exigé est : Diplôme d'une Ecole d'Architecture et une expérience professionnelle de 5 ans d'ancienneté minimum.

	Pour rappel, au titre de la capacité juridique, est également demandée impérativement une attestation d'inscription à l'ordre français des architectes ou un document équivalent pour les candidats établis à l'étranger.
OPC	Au moins 5 ans d'expérience professionnelle, et identifier clairement son suppléant en cas d'absence de sa part. Pour rappel, l'OPC sera distinct de la maîtrise d'œuvre (Architecte et BET).
BET	Etudes Techniques de l'ingénierie et du bâtiment couvrant les domaines d'Etudes Techniques relatifs à la structure, fluides, VRD et développement durable (écoconstruction) et performances énergétiques et environnementales : une justification des titres d'études (qualifications) et professionnels (expériences professionnelles) d'au moins 5 ans des responsables de prestations de même nature que celle du marché public.

Pour justifier de ses capacités professionnelles, techniques et financières, l'opérateur économique peut demander que soient également prises en compte les capacités d'autres opérateurs économiques, en précisant la nature juridique des liens existants entre ces opérateurs et lui. Dans ce cas, il doit justifier les capacités de ce ou ces opérateurs économiques en apportant la preuve qu'il en disposera pour l'exécution du marché public. Cette preuve peut être apportée par tout moyen approprié. L'acheteur exige que les opérateurs économiques concernés soient solidairement responsables dans la mesure où cela est nécessaire à la bonne exécution du marché public.

Les candidats ne sont pas tenus de fournir les documents et renseignements que le pouvoir adjudicateur peut obtenir directement par le biais d'un système électronique de mise à disposition d'information administré par un organisme officiel ou d'un espace de stockage numérique, à condition que figurent dans le dossier de candidature toutes les informations nécessaires à la consultation de ce système ou de cet espace et que l'accès à ceux-ci soit gratuit.

Les entreprises de création récente peuvent justifier de leur capacité par tout autre moyen approprié.

5.4 Echanges pendant la consultation

L'ensemble des échanges éventuels effectués pendant la consultation (complément de candidature, demande de précision d'offre, courriers de rejet, notification...) se feront sur la Plateforme des Achats de l'Etat PLACE.



A cet effet, il convient de bien renseigner sur la plateforme l'adresse mail de la personne référente au sein de l'entreprise qui peut être contactée par la CCI de région Hauts-de France.

Il convient également de bien vérifier que les mails envoyés par la CCI de région Hauts de France via la plateforme de dématérialisation des marchés publics ne soient pas réceptionnés dans vos « spams » ou dans vos « courriers indésirables ».

Si, à l'ouverture du pli, le pouvoir adjudicateur constate que les pièces à fournir par le candidat au titre de sa capacité professionnelles, technique ou financière, sont absentes ou incomplètes, le pouvoir adjudicateur pourra demander par voie électronique, par le biais de la Plateforme des Achats de l'Etat PLACE, aux candidats concernés de produire ou de compléter lesdites pièces, dans un délai maximal de cinq (5) jours calendaires à compter de la date d'envoi de la demande au candidat.

En cas d'absence de production, en cas de production partielle ou en cas de production après le délai visé ci-dessus, la candidature sera analysée au regard des seules pièces remises par le candidat dans les délais requis, au titre de la procédure.

5.5 Sélection des candidatures

Les candidatures sont examinées à partir des pièces et renseignements demandés à l'article 5.2 ci-dessus.

Au vu des éléments produits au titre de la candidature et le cas échéant après que le Pouvoir adjudicateur a décidé de recourir aux dispositions de l'article R2144-2 du code de la commande publique, le représentant du pouvoir adjudicateur élimine les candidats qui ne produisent pas les pièces exigées ou qui ne disposent pas des capacités professionnelles, techniques ou financières pour exécuter les prestations concernées.

Les candidatures sont sélectionnées en application des critères de sélection suivants :

- Capacité économique et financière.
- Capacités professionnelles et techniques.

En application de l'article R 2142-16 du code de la commande publique, les nombres minimum et maximum de candidats admis à présenter une offre sont respectivement fixés à **3 et 3**. Lorsque le nombre de candidats satisfaisant aux critères de sélection est inférieur au nombre minimum, le pouvoir adjudicateur peut poursuivre la procédure avec les candidats ayant la capacité requise.

5.6 Etablissement de la liste des candidats admis à soumissionner/ interdiction de soumissionner

En application des articles R 2144-1 à R 2144-7 du code de la commande, l'envoi de l'invitation à soumissionner est précédée de la production par les candidats admis des documents suivants :

- L'ensemble des certificats fiscaux et sociaux exigé par l'article R 2143-7 du code de la commande publique ou règle d'effet équivalent pour les candidats non établis en France ;
- Un extrait du registre professionnel pertinent, tel qu'un extrait K, un extrait K bis, un extrait D1 ou document équivalent pour les candidats non établis en France ;
- Si le candidat est en redressement judiciaire, la copie du ou des jugements prononcés à cet effet ou document équivalent pour les candidats non établis en France.

La production de ces documents permet au pouvoir adjudicateur de vérifier auprès des candidats qu'il envisage de sélectionner qu'ils ne tombent pas sous le coup d'une interdiction de soumissionner à un marché en application des dispositions de l'article L 2141-1 du code de la commande publique.

Dans le cas où le candidat a présenté des sous-traitants, il remet les mêmes pièces pour chacun de ses sous-traitants.

En cas de groupement, le mandataire remet toutes les pièces mentionnées ci-dessus pour chaque membre du groupement, et leurs éventuels sous-traitants.

Les pièces à fournir par le candidat seront demandées via la Plateforme des Achats de l'Etat PLACE sur la procédure en question dans un délai maximal de cinq (5) jours francs à compter de la date d'envoi de la demande.

Ces pièces seront déposées par le candidat sur la Plateforme des Achats de l'Etat PLACE. <https://www.marches-publics.gouv.fr>

Les documents rédigés en langue étrangère sont accompagnés d'une traduction validée en français.

Tout candidat qui ne peut justifier de sa non interdiction de soumissionner à un marché ou qui fait l'objet, à la date de la vérification, d'une interdiction de soumissionner à un marché, ainsi que tout candidat qui n'est pas en mesure - dans le délai prescrit - de procéder au remplacement du cotraitant ou du sous-traitant touché par une interdiction de

soumissionner conformément aux dispositions des articles L 2141-7 à L 2141-14 du code de la commande publique, verra sa candidature déclarée irrecevable et sera éliminé. L'élimination sera prononcée par le représentant du pouvoir adjudicateur et le candidat suivant dans le classement sera sollicité dans les mêmes termes pour fournir lesdits documents.

Les documents mentionnés au présent article peuvent être fournis dès la remise des candidatures et/ou déposés sur la plateforme.

5.7 Visite de site en phase candidature

Lors de cette phase de candidature, le pouvoir adjudicateur ne prévoit pas la possibilité de visite.

5.8 Questions posées par les opérateurs économiques au stade de la candidature et renseignements complémentaires

Pour obtenir tous renseignements complémentaires qui leur seraient nécessaires au cours de leur étude, les candidats font parvenir leur demande au plus tard **7 jours avant la date limite de remise des candidatures** leurs questions par voie électronique sur la Plateforme des Achats de l'Etat PLACE <https://www.marches-publics.gouv.fr>. La réponse est adressée au plus tard **5 jours avant la date limite de remise des candidatures** à tous les candidats ayant téléchargé le dossier de consultation sous réserve d'avoir indiqué un courriel valide.

Afin de respecter le principe d'égalité de traitement des candidats, toute question posée en dehors de la plateforme, et dont la réponse peut intéresser tous les candidats, sera transmise, avec sa réponse, à tous les candidats.

Profil acheteur	https://www.marches-publics.gouv.fr
Courrier électronique	achats@hautsdefrance.cci.fr

ARTICLE 6. SYNTHÈSE DES INFORMATIONS ET DOCUMENTS DE CANDIDATURE – REMISE DES DOCUMENTS

Document	Descriptif
Situation juridique	
Lettre de candidature (DC1)	<i>Lettre de candidature Habilitation du mandataire par ses cotraitants (DC1 disponible sur le site du Ministère de l'Economie)</i>
Déclaration du candidat (DC2)	<i>Déclaration du candidat individuelle ou du membre du groupement (DC2 disponible sur le site du Ministère de l'Economie)</i>
Déclaration de sous-traitance (DC4)	<i>Déclaration de sous-traitance qui peut être utilisé par les soumissionnaires ou titulaires de marchés publics pour présenter un sous-traitant (DC4 disponible sur le site du Ministère de l'Economie)</i>
Capacité économique et financière	
Déclaration chiffre d'affaires	Une déclaration concernant le chiffre d'affaires global du candidat réalisé au cours des trois derniers exercices disponibles en fonction de la date de création de l'entreprise ou du début d'activité de l'opérateur économique. Des niveaux spécifiques sont exigés par compétence et sont précisés ci-dessus.

	Les déclarations de chiffre d'affaire sont à fournir dans l'annexe 1 – Description du groupement de MOE
Capacité professionnelle et technique	
Annexe 2 – Présentation des références	Une liste des principaux services fournis au cours des dernières années, assortie d'attestations de bonne exécution pour les réalisations les plus importantes. Afin de garantir un niveau de concurrence suffisant, les éléments de preuve relatifs à des produits ou services pertinents fournis jusqu'aux huit (8) dernières années, seront pris en compte. Les niveaux spécifiques sont exigés par compétence et sont précisés ci-dessus.
Titres d'études et professionnels	L'indication des titres d'études et professionnels du candidat ou des cadres de l'entreprise, et notamment des responsables de prestation de services ou de conduite des travaux de même nature que celle du marché public. Ces titres sont exigés par compétence et des niveaux spécifiques sont fixés. Notamment : L'attestation d'inscription à l'ordre des architectes. Une attestation d'inscription à l'ordre français des architectes ou document équivalent pour les candidats établis à l'étranger devra être impérativement fournie.
Synthèse de la candidature	
Annexe 1 - Description du groupement de MOE	La description du groupement de MOE, dûment complété par l'opérateur économique (ou le groupement) qui présente sa candidature. Le document présente un onglet spécifique pour chaque domaine de compétence lié aux critères de sélection des candidatures, puis un onglet commun aux autres domaines exigés mais non analysés. Seules les informations contenues dans ce document seront retenues pour l'analyse des candidatures. Il est toutefois nécessaire de fournir des plaquettes complètes décrivant les réalisations afin d'authentifier les informations contenues dans le fichier Excel.

Le candidat peut également, à titre facultatif, accompagner son pli des documents listés au 5.6 du présent document.

Remise obligatoire du pli de candidature par voie électronique :

En phase candidature, l'opérateur économique doit obligatoirement remettre son pli au pouvoir adjudicateur par voie électronique.

Conformément aux dispositions de l'article R 2132-7 du code de la commande publique, les candidatures doivent être **impérativement** remises par voie électronique selon les modalités définies en annexe, au plus tard à la date et heure limites annoncées dans l'avis d'appel public à la concurrence et en page 1 du présent document, à l'adresse suivante : <https://www.marches-publics.gouv.fr>

Le candidat est vivement invité à consulter les modalités pratiques de dépôt d'une offre précisées dans le guide d'utilisation « utilisateur opérateur économique » accessible et téléchargeable sous l'onglet « AIDE » du site de la PLACE avant d'entreprendre une réponse au format électronique et de tester son poste sur ce même site avant la date limite de remise des offres.

En cas de difficulté nous vous invitons à joindre le service support de la PLACE :



Les candidats doivent satisfaire aux prérequis techniques décrits par le profil d'acheteur. Les conditions d'utilisation de la plateforme telles que les formats de documents acceptés, l'organisation, le nommage et la taille totale des plis acceptés, les fonctions d'horodatage, le contrôle des logiciels malveillants peuvent être consultées sur le profil d'acheteur.

La transmission des plis avant les date et heure limites de la consultation est effectuée sous la seule responsabilité des candidats. Il leur est fortement conseillé de procéder au dépôt suffisamment à l'avance avant l'heure de clôture en particulier si les plis sont volumineux.

Tous les plis sont horodatés et font l'objet après dépôt d'un accusé de bonne réception délivré par le profil acheteur. Dans le cas de candidatures groupées, le mandataire assure la sécurité et l'authenticité des informations transmises au nom des membres du groupement.

Les candidats peuvent transmettre une copie de sauvegarde de leur pli électronique. Elle peut être envoyée sur support physique électronique, qui doit être placée dans un pli scellé, comporter sur l'enveloppe le numéro de la consultation et le nom du candidat. Ce pli est adressé en recommandé avec avis de réception ou remis en main propre contre récépissé à l'adresse indiquée ci-avant.

Durant toute la procédure, tous les échanges avec l'acheteur se font de manière électronique via le profil d'acheteur. Les candidats sont invités à alerter l'acheteur sur d'éventuelles erreurs matérielles ou contrariétés d'informations contenues dans les documents de la consultation afin de lever toute ambiguïté en adressant un message sur le profil d'acheteur. En cas de problème rencontré sur la plateforme, les candidats sont invités à contacter le support technique mis en place sur le profil d'acheteur.

La notification des échanges électroniques se faisant au moyen de la messagerie électronique, les candidats sont appelés à une vigilance particulière. Le candidat détenant un compte est responsable du paramétrage et de la surveillance de la messagerie (adresse courriel durable, redirection automatique, utilisation d'antispam) et doit s'assurer que les messages envoyés par le profil d'acheteur ne seront pas traités comme des courriels indésirables.

Copie de sauvegarde :

S'il a remis un pli électronique, le candidat peut également remettre un pli contenant la copie de sauvegarde qui devra mentionner « PLI DE SAUVEGARDE » ainsi que l'objet du marché.

**CCI DE REGION HAUTS DE FRANCE
DIRECTION DES ACHATS
299 BOULEVARD DE LEEDS - CS 90028
59031 LILLE CEDEX**

Ce pli comporte la mention :

**« Candidature pour CCIR-ART-2025-07 CONCOURS RESTREINT DE MAITRISE D'ŒUVRE POUR LA CONSTRUCTION
D'UN BATIMENT NEUF DESTINE A DES ACTIVITES DE FORMATION SUR LE SITE DU CAMPUS EURALOGISTIC –
PLATEFORME DELTA 3 »
NOM DU CANDIDAT
COPIE DE SAUVEGARDE – NE PAS OUVRIR**

La mention « Copie de sauvegarde » sur le pli est OBLIGATOIRE.

La copie de sauvegarde sera ouverte dans les cas suivants :

- lorsqu'un programme information malveillant est détecté dans les candidatures ou les offres transmises par voie électronique. La trace de cette malveillance sera conservée.

- lorsqu'une candidature ou une offre électronique est reçue de façon incomplète, hors délais ou n'a pu être ouverte sous réserve que la transmission de la candidature ou de l'offre électronique ait commencé avant la clôture de la remise des candidatures ou des offres

Si la copie de sauvegarde est sur un support électronique et qu'un programme malveillant est détecté, l'offre sera rejetée.

ARTICLE 7. PHASE OFFRE

Les trois candidats admis à présenter une offre recevront un mail via la plateforme de dématérialisation idoine, avec un courrier joint, leur indiquant la procédure pour télécharger les pièces de la consultation.

Le déroulement de la phase offre sera précisé au règlement de la consultation remis aux candidat admis à remettre une offre.

7.1 Critères d'analyse des offres

Les critères d'évaluation des projets prendront en compte les 5 thèmes suivants :

1. Adéquation du projet avec les attentes du maitre d'ouvrage et des utilisateurs.

- Respect des prescriptions du dossier de consultation (notamment des documents à remettre) ;
- Qualité et précision du rendu des offres (pièces écrites, pièces graphiques) ;
- Respect du programme des surfaces utiles et du fonctionnement général.
- Compatibilité du projet avec l'enveloppe financière prévisionnelle affectée aux travaux.

2. Adaptation au site, qualité de l'expression architecturale

- Respect des contraintes réglementaires (conformité aux règlements d'urbanisme) ;
- Inscription dans le contexte environnemental bâti et paysage et dans son environnement urbain ;
- Traitement paysagé du terrain d'emprise conformément au programme fourni ;
- Qualité de l'expression et de l'insertion architecturale extérieure (composition des espaces, orientation, implantation et image architecturale).

3. Fonctionnalité

- Cohérence dans la conception des espaces par rapport à leur(s) fonction(s) ;
- Cohérences des entités fonctionnelles (indépendamment et les unes par rapport aux autres) ;
- Cohérence des flux de circulation (externe, interne)

4. Critères environnementaux

- Cohérence avec la mise en œuvre des objectifs fixés par la Règlementation Thermique en vigueur au moment des études et du chantier ;

- Pertinence de la démarche environnementale et des solutions énergétiques proposées.

5. Respect des délais : délai d'exécution des différentes phases d'études et travaux

- Délai d'exécution des différentes phases d'études ;
- Délai prévisionnel d'exécution des travaux

7.2 Pièces à remettre au titre de l'offre

Les prestations décrites ci-dessous sont remises de manière **anonyme**. Les participants veillent à ce que toutes les pièces fournies, graphiques comme écrites, respectent l'anonymat et ne comportent aucune mention susceptible de le rompre.

Pièces écrites à remettre :

- Une **note synthétique de présentation**, portant sur les points forts du projet. Son contenu est laissé à la libre initiative des candidats, sans comporter de mention permettant de lever l'anonymat du candidat. Cette note pourra être lue aux membres du jury. Son contenu pourra éventuellement y inclure des repères permettant de se reporter aux panneaux de présentation pour en faciliter la lecture et la compréhension.
- Un **mémoire** comportant un volet fonctionnel et architectural, un volet technique et environnemental, un volet économique et un volet management de l'opération.
 - **Volet fonctionnel et architectural** portant notamment sur :
 - Les points forts du parti pris architectural proposé, de son intégration dans le site vis-à-vis des avoisinants (et notamment concernant les aménagements extérieurs et le respect du PLU) ;
 - Les points forts du parti pris fonctionnel ;
 - Les mesures prises pour assurer l'accessibilité et la sécurité incendie ;
 - Le confort et le traitement des espaces intérieurs à l'équipement ;
 - L'annexe relative aux surfaces proposées pour le projet et commentées par rapport aux surfaces Programme.
 - **Volet technique et environnemental** portant notamment sur :
 - Une notice descriptive sommaire tout corps d'état détaillant les matériaux, les équipements et les procédés employés. Les candidats détailleront la spécificité de leur approche et des solutions proposées pour atteindre les objectifs et les performances exposés dans le programme ;
 - Une description de la qualité environnementale du projet : choix de conception, réponses au profil environnemental, démarche Rev3.
 - **Volet économique et management de l'opération** portant notamment sur :
 - L'estimation par corps d'état (cf. annexe « DPGF Travaux estimative » à transmettre) suffisamment détaillée et représentative du projet ;
 - Une note présentant les moyens mis en œuvre en vue d'optimiser l'exploitation du bâtiment et sa maintenance ;

- Un calendrier général prévisionnel de l'opération (délais d'études et de validation, délais prévisionnels administratifs pour les autorisations d'urbanisme et la passation des marchés publics de travaux, calendrier prévisionnel de réalisation des travaux et de la réception de l'ouvrage) ;
- Une note sur les éventuelles études complémentaires à faire réaliser par la maîtrise d'ouvrage pour la suite du projet, avec indication de leur niveau de criticité.

Pièces graphiques à remettre :

- Le plan de masse au 1/500e indiquant les voies de desserte, les stationnements, cheminements, aménagements plantations,
- Le plan de tous les niveaux au 1/200e, faisant apparaître les principes de structure, les flux de circulations (horizontales et verticales), les espaces affectés à chaque entité fonctionnelle,
- L'élévation de deux façades significatives au 1/200e,
- Une coupe significative au 1/200e,
- Une perspective extérieure du projet en 3 dimensions dans son environnement urbain,
- Deux perspectives d'ambiance intérieure.

Ces deux perspectives seront remises sur un panneau A0 vertical (support rigide). Les candidats prévoiront également un support dématérialisé afin de les projeter.

Les fichiers correspondant seront insérés sur clé USB ou déposés par voie électronique sur la consultation concernée via la plateforme marchés publics électronique idoine.

Délai de remise des prestations :

Un délai prévisionnel de **huit (8) semaines à compter de l'envoi du cahier des charges aux candidats admis à concourir** est prévu pour permettre aux candidats de remettre les prestations en phase offre. Les candidats admis à concourir devront respecter les règles de l'anonymat lors de la remise de leurs pièces.

Les modalités de remises des offres seront fixées au règlement de consultation remis aux candidat admis à remettre une offre

ARTICLE 8. INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES

Catégorie de service : 12

Délai de validité des offres, à compter de la date limite de réception des offres : 6 mois

Lieu principal d'exécution : Hénin-Beaumont

Le Marché public est couvert par l'accord sur les marchés publics (AMP) : oui

Unité monétaire : l'Euro.

CODE CPV :

ARTICLE 9. MARCHE SANS PUBLICITE NI MISE EN CONCURRENCE

Les modalités du marché sans publicité ni mise en concurrence seront fixées au règlement de consultation remis aux candidat admis à remettre une offre.

ARTICLE 10. ARTICLE 10 PREVENTION DES CONFLITS D'INTERETS - INGERENCE

Les articles 432-12 et 432-17 du Code pénal relatifs à la prise illégale d'intérêt disposent que le fait, par une personne dépositaire de l'autorité publique ou chargée d'une mission de service public ou par une personne investie d'un mandat électif public, de prendre, recevoir ou conserver, directement ou indirectement, un intérêt quelconque dans une entreprise ou dans une opération dont elle a, au moment de l'acte, en tout ou partie, la charge d'assurer la surveillance, l'administration, la liquidation ou le paiement, est puni de cinq ans d'emprisonnement et de 75 000 € d'amende.

Tout Membre Titulaire, Associé, Honoraire ou Conseiller Technique de la CCI de région Hauts de France y compris élus des CCI locales travaillant dans une commission de la CCIR a l'obligation :

- a) de déclarer l'ensemble des intérêts qu'il détient à titre personnel, directement ou indirectement dans toute forme d'activité économique et sociale, telle que société civile ou commerciale, GIE, activité artisanale ou commerciale, mission de service public, investissement d'un mandat électif public.
- b) de déclarer également les intérêts détenus directement ou indirectement par son conjoint non séparé de corps et ses enfants mineurs non émancipés.

Cette déclaration est remplie sous l'unique et entière responsabilité de son auteur. La CCI de région Hauts de France n'exerce, à cet égard, aucun contrôle portant sur la sincérité des informations qui y figurent.

Il appartient, en cas de doute ou d'ingérence possible, au candidat de saisir la Commission de Prévention des Conflits d'intérêt de la CCI de région Hauts de France, par lettre recommandée avec avis de réception avant toute réponse à un marché ou un contrat de toute nature avant de soumissionner. À défaut, le Pouvoir Adjudicateur a la faculté de saisir la Commission aux fins de lui soumettre la candidature.

ANNEXE 1. MODALITES DE REPONSE ELECTRONIQUE

Par application de l'arrêté du 12 avril 2018 relatif à la signature électronique dans la commande publique, le candidat doit respecter les conditions prévues ci-dessous s'il opte pour l'utilisation de la signature électronique.

Les candidats doivent prendre connaissance des pré-requis techniques relatifs au dépôt des candidatures et des offres qui sont détaillés sur la plate-forme.

Les fichiers doivent obligatoirement être remis par les candidats sous l'un des formats suivants :

- pdf,
- doc ou .rtf,
- xls,
- ppt,
- Jpg ou .jpeg.

Pour compresser les fichiers, les logiciels du type 7-zip ou .zip doivent être utilisés.

Un zip signé ne vaut pas signature des documents qu'il contient. En cas de fichier zippé, chaque document pour lequel une signature est requise doit être signé séparément.

Depuis le 18 mai 2013, seuls les certificats de signature conformes au Référentiel Général de Sécurité (RGS) sont autorisés. Pensez à vérifier votre certificat de signature. La norme PRIS V1 n'est plus valide. En outre, il est rappelé que les signatures scannées ne sont pas admises.

L'entreprise devra préalablement contrôler tout fichier constitutif de la candidature et de l'offre par un antivirus tenu à jour. Tout document électronique envoyé par un candidat dans lequel un virus informatique est détecté par la CCI peut faire l'objet par ce dernier d'un archivage de sécurité sans lecture dudit document. Ce document est dès lors réputé n'avoir jamais été reçu et le candidat en est informé.

1 – LES EXIGENCES RELATIVES AUX CERTIFICATS DE SIGNATURE ELECTRONIQUE DU SIGNATAIRE

Les candidatures et offres sont signés par l'opérateur économique au moyen d'un certificat de signature électronique, qui garantit notamment l'identification du candidat.

Le certificat de signature du signataire respecte au moins le niveau de sécurité préconisé.

1er cas : Certificat émis par une autorité de certification « reconnue »

Le certificat de signature est émis par une Autorité de certification mentionnée dans l'une des listes de confiance suivantes :

- www.references.modernisation.gouv.fr
- http://ec.europa.eu/information_society/policy/esignature/eu_legislation/trusted_lists/index_en.htm
- <http://www.industrie.gouv.fr/tic/certificats>

La CCI accepte comme certifiant valablement leurs échanges toutes les catégories de certificats de signature électronique figurant sur la liste mentionnée ci-dessus.

Dans ce cas, le soumissionnaire n'a aucun justificatif à fournir sur le certificat de signature utilisé pour signer sa réponse.

Les catégories de certificats de signature utilisées pour signer électroniquement doivent être, d'une part, conformes au référentiel intersectoriel de sécurité et, d'autre part, peuvent notamment être référencées sur une liste établie par le ministre chargé de la réforme de l'Etat.

Le référentiel intersectoriel de sécurité et la liste des catégories de certificats de signature électronique mentionnés à l'alinéa précédent sont publiés sous forme électronique à l'adresse suivante :

<http://www.entreprises.minefe.gouv.fr/certificats/>

2ème cas : Le certificat de signature électronique n'est pas référencé sur une liste de confiance

La plateforme de dématérialisation « PLACE » accepte tous certificats de signature électronique présentant des conditions de sécurité équivalentes à celles du référentiel général de sécurité (RGS).

Le candidat s'assure que le certificat qu'il utilise est au moins conforme au niveau de sécurité préconisé sur le profil d'acheteur, et donne tous les éléments nécessaires à la vérification de cette conformité par l'acheteur.

Justificatifs de conformité à produire :

Le signataire transmet les informations suivantes :

- La procédure permettant la vérification de la qualité et du niveau de sécurité du certificat de signature utilisé : preuve de la qualification de l'Autorité de certification, la politique de certification...).
- Le candidat fournit notamment les outils techniques de vérification du certificat : chaîne de certification complète jusqu'à l'AC racine, adresse de téléchargement de la dernière mise à jour de la liste de révocation **ET** l'adresse du site internet du référencement du prestataire par le pays d'établissement ou, à défaut, les données publiques relatives au certificat du signataire, qui comportent, au moins, la liste de révocation et le certificat du prestataire de services de certification électronique émetteur.

2 – OUTIL DE SIGNATURE UTILISÉ POUR SIGNER LES FICHIERS

Le candidat utilise l'outil de signature de son choix.

1er cas : le soumissionnaire utilise l'outil de signature de la PLate-forme des AChats de l'Etat : PLACE.

Dans ce cas, le soumissionnaire est dispensé de fournir tout mode d'emploi ou information

2ème cas : lorsque le candidat utilise un autre outil de signature que celui proposé sur PLACE, il doit respecter les deux obligations suivantes :

- Produire des formats de signature XAdES, CAdES ou PAdES

Permettre la vérification en transmettant en parallèle les éléments nécessaires pour procéder à la vérification de la validité de la signature et de l'intégrité du document, et ce, gratuitement.

Dans ce cas, le signataire indique la procédure permettant la vérification de la validité de la signature en fournissant notamment :

Le lien sur lequel l'outil de vérification de signature peut être récupéré, avec une notice d'explication et les pré-requis d'installation (type d'exécutable, systèmes d'exploitation supportés, etc). La fourniture d'une notice en français est souhaitée ;

Le mode de vérification alternatif en cas d'installation impossible pour l'acheteur (contact à joindre, support distant, support sur site etc).